

# L'ÉTERNELLE ACTUALITÉ DE LA COMMUNE...

Vingt ans avant la Commune, Proudhon écrivait: «*L'Économie de la société se transforme de fond en comble, voilà le fait! La France sera livrée aux monopoles des compagnies. Voilà le régime féodal. Les tissus, les fers, les grains, les liquides, les sucres, les soies, tout est en voie de monopole.*».

La bourgeoisie accentuait son emprise économique, juridique et politique sur le prolétariat.

L'insurrection parisienne qui la dépossédait de son pouvoir fit trembler cette bourgeoisie qu'elle fût royaliste, bonapartiste ou républicaine.

Pour la première fois le peuple d'une grande ville prenait sa destinée en mains et les *Internationaux* parisiens, pratiquement tous communistes anti-autoritaires, imprimaient à l'insurrection communaliste un caractère d'authentique révolution prolétarienne. La Commune proclama ouvertement sa volonté de transformation sociale dans la liberté, en partant de la base et présenta sa conception décentralisatrice et fédéraliste comme la seule façon d'améliorer l'administration des choses en réduisant le gouvernement des hommes. Et Marx, tout comme Bakounine, devaient voir dans la Commune une «*négation audacieuse, bien prononcée, de l'État*». Outre ce socialisme anti-étatique elle devait doter tout le mouvement ouvrier révolutionnaire d'un certain nombre de principes dont l'abandon ne pouvait que briser l'âme de ce mouvement: lutte contre les prêtres et la religion, réhabilitation et adoption du drapeau rouge, emblème de l'*«Unité fédérale du genre humain»*, répudiation du drapeau tricolore et des gloires militaires et nationalistes. Enfin elle abolit la conscription et l'armée permanente.

La Commune n'a pu prendre cette haute valeur d'enseignement que par la confiance qu'avait en lui-même le mouvement ouvrier, confiance qu'avait su lui donner son avant-garde consciente pour la création d'une société d'hommes fiers et libres. Écoutons-la parler par la voix de Varlin:

«*Qui donc fera fructifier les capitaux collectifs à l'avantage de tous? Qui, en un mot, va organiser la production et la répartition des produits? A moins de vouloir tout ramener à un État centralisateur et autoritaire et d'arriver ainsi à une organisation hiérarchique de haut en bas du travail, dans lequel le travailleur ne serait plus qu'un engrenage inconscient sans liberté et initiative, nous sommes forcés d'admettre que les travailleurs eux-mêmes doivent avoir la libre disposition, la possession de leurs instruments de travail, sous la condition d'apporter à l'échange leurs produits au prix de revient, afin qu'il y ait réciprocité de services entre les travailleurs des différentes spécialités. C'est cette idée qui a prévalu dans les différents congrès de l'Association Internationale des Travailleurs. Mais tout en préparant l'organisation sociale future, ayons l'œil au mouvement politique. Car je dois vous dire que pour nous la révolution politique et la révolution sociale s'enchaînent et ne peuvent aller l'une sans l'autre. Seule, la révolution politique ne serait rien; mais nous sentons bien, par toutes les circonstances auxquelles nous nous heurtons, qu'il nous sera impossible d'organiser la révolution sociale tant que nous vivrons sous un gouvernement aussi arbitraire que celui sous lequel nous vivons.*

A l'époque où écrivait Varlin, le gouvernement de l'empereur et des banquiers comptait aussi sur le développement de l'activité industrielle, assorti de certaines mesures sociales pour endormir les velléités d'indépendance des classes laborieuses et les gagner à un régime de prospérité matérielle. Le prince-président avait depuis longtemps des idées là-dessus qui promettaient, bien avant son avènement, l'extinction du paupérisme pour une classe ouvrière disciplinée, docile et encadrée. Les vertus du Plan ne sont pas nouvelles; en 1860, Louis Napoléon proclamait: «*Il n'y a qu'un système général d'économie politique qui puisse, en créant la richesse matérielle, répandre l'aisance dans la classe ouvrière.*».

Actuellement la bourgeoisie financière gouverne aussi insolemment qu'à la veille ou au lendemain de

la Commune. Ses affaires privées savamment imbriquées aux affaires dites publiques, elle gère les unes comme les autres pour son plus grand profit. Si Rothschild était gérant de la *Banque de France* en 1871, il gouverne par Pompidou en 1963. Si plus tard les Lazard firent aussi partie du *Conseil de gérance de la Banque de France*, le fils de leur successeur Bloch-Lainé, grand commis de l'État, nommé «*Sage*» tout simplement, décide du sort des mineurs en grève et de leur avenir et proclame la nécessité d'institutionnaliser ce «*Comité des sages*».

Entretenant la mystique de la nation prospère, proclamant le dogme de la toute puissance de l'État et ayant pratiquement liquidé toute autre opposition, le général et son équipe n'ont plus en face d'eux que la classe ouvrière. Dans la débandade générale le coup d'arrêt a été donné par la grève des mineurs. Cette grève, malgré sa fin équivoque, a montré où était la faiblesse du gaullisme. Aussi ce gouvernement particulièrement arbitraire sentant bien que seuls les travailleurs - sans qu'ils aient besoin de tous les républicains et des vrais démocrates, ex et au besoin futurs gérants loyaux du capitalisme - pourront le balayer, se fait de plus en plus pressant pour obtenir la collaboration institutionnelle des organisations ouvrières. Au moment où certains «*réalistes*» pensent qu'il s'agit de conditions nouvelles et que la voie du socialisme de notre temps passe par une participation accrue et positive des syndicats aux organismes de planification, aux différents comités d'expansion économique et pour couronner le tout, au *Conseil Économique et Social*, rappelons que, en 1864, Proudhon estimait que dans les circonstances actuelles, entrer dans un système où nous sommes sûrs de rencontrer tous nos ennemis, accueillir des conditions assermentées, nous faire représenter ce serait un contresens, un acte de lâcheté. «*Le gouvernement impérial introduit par le coup d'État, a trouvé la principale cause de son succès dans la défaite de la démocratie rouge et socialiste, telle est encore aujourd'hui sa raison d'être. Sous ce gouvernement la féodalité financière et industrielle a complété son organisation et pris son assiette. Elle a soutenu l'Empire qui l'a payé de sa protection*».

On voit que le monde moderne ne pose pas de problèmes si radicalement différents de ceux qui se posaient aux organisateurs du mouvement ouvrier. La lutte de classes persiste et il faudrait être de bien mauvaise foi pour prétendre que la société ne reste pas partagée en deux fractions; ceux qui possèdent et qui décident et ceux qui continuent à exécuter un travail pénible et mal rétribué. Les idéologues bourgeois sont trop contents de nous citer les réalisations du communisme autoritaire pour démontrer que les sociétés industrielles engendrent forcément l'inégalité.

Les sociétés industrielles ne sont pas fatallement vouées à la hiérarchie et à l'arbitraire. Mais il faut que préside à la transformation de la société l'esprit égalitaire, fraternel et libertaire des internationaux communards. Et par cette leçon la Commune demeure vivante et riche d'avenir.

---